

Contrôles Périodiques

Mardi de la DGPR
6 décembre 2011

DGPR / SRT / BNEIPE
Mathias PIEYRE

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

www.developpement-durable.gouv.fr

Les contrôles périodiques

de certaines installations relevant du régime de la déclaration

Sommaire

- Généralités
- Modalités d'application
- Actualités réglementaires
- Dispositifs de suivi par l'Etat

Généralités

L'article L. 512-11 du code de l'environnement prévoit que certaines catégories d'installations relevant du régime déclaratif peuvent être soumises à des contrôles périodiques effectués par des organismes agréés :

« Certaines catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'Etat en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques **permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation**. Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés. Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent article. Il fixe notamment la périodicité, les modalités de fonctionnement du système de contrôle et, en particulier, les conditions d'agrément des organismes contrôleurs et les conditions dans lesquelles les résultats sont tenus à la disposition de l'administration ou, lorsque certaines non-conformités sont détectées, transmis à l'autorité administrative compétente. »

Généralités (2)

- Le contrôle permet à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation
- Le contrôle est effectué par un organisme agréé choisi par l'exploitant
- Dans un 1er temps, le rapport de contrôle, précisant les non-conformités constatées, est adressé à l'exploitant seul qui le tient à disposition de l'inspection des installations classées
- Le coût de la visite de contrôle est à la charge de l'exploitant

Modalités d'application

- Les dispositions générales applicables sont fixées par les articles R. 512-55 à R. 512-66 du code de l'environnement :
 - les installations classées soumises sont définies dans la nomenclature des installations classées (lettres DC dans la colonne définissant le régime), 43 rubriques à ce jour ;
 - la périodicité des contrôles est fixée à **5 ans** (cas général) ou **10 ans** (site certifié ISO 14001) ;
 - pour les installations nouvellement déclarées, le premier contrôle doit être réalisé dans les **6 mois** qui suivent sa mise en service ;
 - une installation DC incluse dans un établissement dont l'une des installations est soumise à autorisation ou à enregistrement n'est pas soumise aux contrôles périodiques ;
 - le contrôle porte sur les seules dispositions réglementaires déterminées par les arrêtés de prescriptions générales ;
 - Les organismes de contrôle sont agréés par le ministre chargé des installations classées.

Modalités d'application (2)

- Les exploitants d'installations soumises à l'obligation de contrôle périodique doivent y procéder au plus tard :
 - le 30 juin 2010 pour les installations mises en service avant le 1^{er} janvier 1986,
 - le 30 juin 2011 pour les installations mises en service entre le 1^{er} janvier 1986 et le 31 décembre 1991,
 - le 30 juin 2012 pour les installations mises en service entre le 1^{er} janvier 1992 et le 31 décembre 1997,
 - le 30 juin 2013 pour les installations mises en service entre le 1^{er} janvier 1998 et le 31 décembre 2003,
 - le 30 juin 2014 pour les installations mises en service entre le 1^{er} janvier 2004 et le 30 juin 2009,

- Date de mise en service = Date de mise en service de l'installation telle qu'elle est aujourd'hui

Modalités d'application (3)

- Critères préalables fixés pour la définition des prescriptions à contrôler
 - limiter la durée de la visite à environ une demi-journée
 - n'effectuer aucune mesure de pollution
- Le contrôle ne porte que sur des dispositions aisément vérifiables permettant à l'organisme agréé d'émettre une conclusion immédiate
 - Contrôle documentaire : présence des documents exigés par la réglementation (notamment rapport de mesures de pollutions)
 - Contrôle de la mise en œuvre des moyens et/ou des mesures de prévention imposés



Nouveauté réglementaire

- Décret 2011-1460 du 7 novembre 2011 pris en application de l'article 210 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 (dite loi Grenelle 2)
 - Modifie les conditions d'exécution du contrôle,
 - Dispense les sites « EMAS » de l'obligation de contrôle périodique
 - Fixe le principe que le rapport de contrôle (format et contenu) est défini par un arrêté ministériel
 - Clarifie les délais de mise en œuvre du premier contrôle en cas de changement de régime d'une installation (soit par une diminution d'activité soit par un changement de la nomenclature)
 - Fixe les règles en matière d'information de l'autorité compétente en cas de non-conformité(s) majeure(s) constatée(s)

Nouveauté réglementaire (2)

- En cas de changement de régime d'une ICPE
 - Passage de [A ou E] à [DC] : dans un délai de de 5 ans
*à compter de la parution du décret de la nomenclature
ou de la date de la déclaration de l'exploitant mentionnant une
diminution de l'activité de l'installation (valant renoncement au
bénéfice de son arrêté d'autorisation/d'enregistrement)*
 - Passage de [NC ou D] à [DC] : dans un délai de 2 ans
à compter de la parution du décret de la nomenclature

Nouveauté réglementaire (3)

- Transmission à l'autorité compétente dans le cas de non-conformité(s) majeure(s)
 - Notion de non-conformité majeure à définir arrêté par arrêté
 - Mise en place d'une procédure permettant à l'exploitant de se mettre en conformité, dans un premier temps.
 - En cas de non-remise de l'échéance dans les trois mois ou de non-réalisation de la contre-visite de maintien de la non-conformité sous un an ou persistance de la non-conformité majeure après contre-visite : saisine de l'autorité compétente.

Dispositif de suivi mis en place

- Surveiller la qualité des contrôles :
 - Examen en second niveau de rapports de contrôle par sondage
 - Suivi des organismes par le COFRAC pouvant aller jusqu'au retrait d'agrément
 - Mise en place d'un rapport type défini par arrêté
 - Réunion des organismes agréés pour échanger sur les pratiques et forcer des retours d'expérience.
- Suivi de la réalisation des contrôles
 - Mise en place des mesures nécessaires par chaque préfet
 - Mise en place d'opérations coup de poing thématiques dans les actions nationales de l'Inspection des installations classées afin de rechercher les établissements qui n'ont pas réalisé le contrôle périodique.
- Suivi des contrôles :
 - Mise en place progressive de la définition des non-conformités majeures
 - Procédure type fournie à l'Inspection des Installations Classées afin, le cas échéant, de saisir l'exploitant à l'origine de la non-conformité majeure non corrigée ou laissée sans réponse
- Suivi global :
 - Rapport trimestriel des contrôles réalisés
 - Rapport annuel de l'activité de chaque organisme agréé

Questions fréquentes

- Présence d'une section FAQ sur le site Internet des ICPE.

Questions d'ordre général

- Un site a fait réaliser un contrôle périodique le 7 mars 2009. En 2010, il obtient la certification ISO 14001. Date du prochain contrôle ?
- Un site soumis à DC pour la rubrique 1172 a réalisé un contrôle périodique le 17 juillet 2010. Il crée une nouvelle unité soumise à la rubrique 1432 et obtient un récépissé de déclaration en date du 6 décembre 2011. Date(s) de(s) prochain(s) contrôle(s) ?
- Une installation DC comprise dans une installation soumise à autorisation doit-elle faire l'objet de contrôles périodiques ?
- Et sur un site « enregistrement » ?

Questions d'ordre technique

- *Tel ou tel équipement est-il conforme à la prescription ?*
- *Comment doit être interpréter telle notion ?*

Merci pour votre attention

DGPR/SRT/SDRCP/BNEIPE

Mathias PIEYRE

<http://installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/Contrôle-periodique-de-certaines.html>

info-contrôles-periodiques@developpement-durable.gouv.fr

